

Jeunesse, violence et exclusion sociale : La mauvaise gouvernance et l'injustice en sont les principales causes, selon une étude

LEFASO.NET | Par Marcus Kouaman • lundi 22 octobre 2018 à 16h05min

Dans le cadre du projet « Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'exclusion et à l'injustice », l'Institut Général-Tiémoko-Marc-Garango (IGD) a mené une étude sur la résilience des jeunes face à la violence et à l'exclusion sociale. La restitution de cette étude a eu lieu le vendredi 19 octobre 2018 à Ouagadougou, en présence d'élus nationaux, d'acteurs d'organisations de la société civile et bien d'autres invités.



Comment les jeunes perçoivent la notion de violence ? Quelles sont les formes de violence les plus fréquentes ? Quelles sont les causes de ces violences et qui en sont les responsables ? Quels sont les différents groupes victimes d'exclusion sociale ? Voilà autant de questions dont les réponses se trouvent dans l'étude sur la résilience des jeunes face à la violence et à l'exclusion sociale de l'Institut Général-Tiémoko-Marc-Garango (IGD). Cette enquête, qui s'est déroulée dans les régions du Centre et des Hauts-Bassins, a concerné les jeunes de 18 à 35 ans, avec 424 échantillons indépendants tirés dans chaque région.

Cette étude, qui s'est déroulée entre février et mars 2018, a été restituée par Dr Abdoul Karim Saïdou, chargé de programme à l'IGD ; la chargée de suivi-évaluation et de la planification de l'IGD, Agnès Kaboré ; avec pour modérateur Dr Mamadou Traoré, chercheur à l'Institut national des sciences des sociétés. Les résultats de l'enquête ont concerné, d'une part, « la jeunesse et la violence » et, d'autre part, « la jeunesse et l'exclusion sociale ».

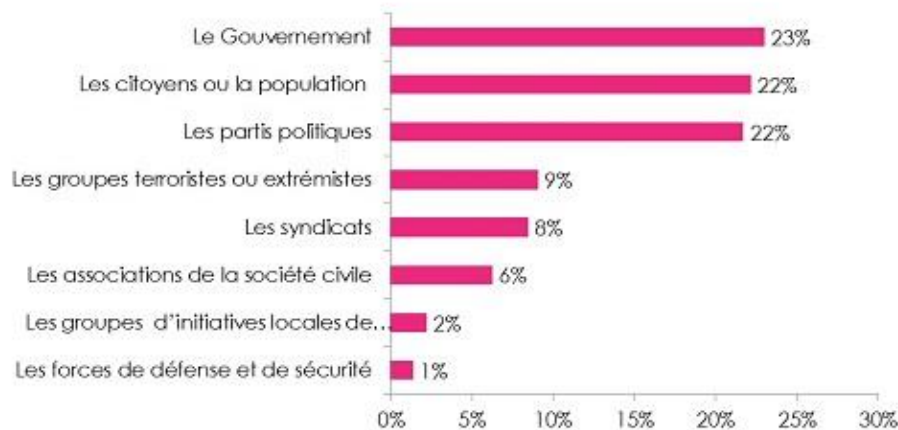
Le gouvernement pointé du doigt

Pour ce qui est de « la jeunesse et la violence », les enquêtés définissent la violence comme le fait de brimer les droits des citoyens, que ce soit moralement ou physiquement. Ces violences peuvent être catégorisées en fonction des auteurs. Il s'agit de la violence corporatiste dont les auteurs sont des groupes de la société civile, de la violence politique exercée par des acteurs politiques et de la violence spontanée exercée par des citoyens ordinaires non-organisés.

Il ressort que les manifestations de violence les plus fréquentes, selon les jeunes, sont les dégradations de biens publics (70%), les violences physiques exercées contre les individus, les dégradations des biens

privés. C'est donc la mauvaise gouvernance (nationale, locale, sectorielle), le sentiment d'injustice, la corruption, le manque de confiance en l'appareil judiciaire qui sont les causes des violences perpétrées par les jeunes. La responsabilité de cette violence est imputable, selon 23% de jeunes enquêtés, au gouvernement et 22% pensent que cela est de la responsabilité des partis politiques.

Figure 5: : Les principaux responsables de la violence selon les jeunes



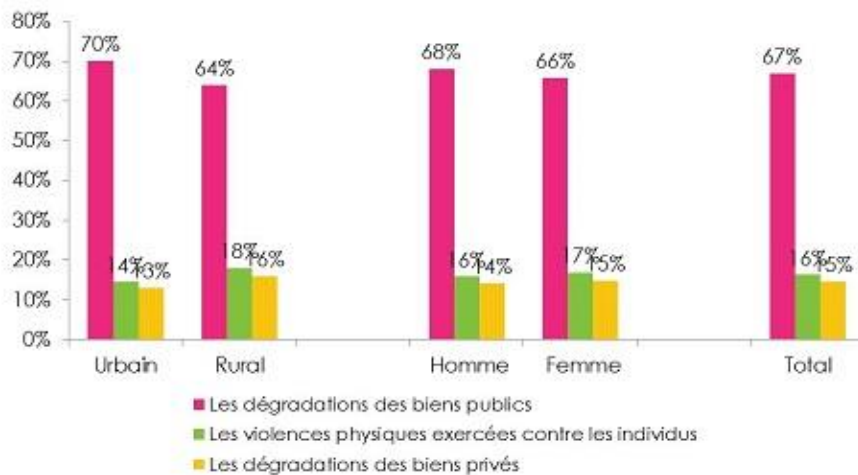
La question posée aux répondants: Parmi les acteurs suivants, quel est selon vous, le principal responsable de la violence dans notre pays

Les plus violents sont les élèves et les étudiants

Les classes de jeunes les plus responsables de la violence, selon cette étude, sont les élèves et les étudiants (42%) et les jeunes sans emploi/chômeurs (31%). Les périodes où il faut le plus craindre la violence sont celles de vie chère, selon 43% des enquêtés ; les périodes électorales pour 27% ; et pour 25%, les périodes où l'économie va mal. En somme, près de six jeunes sur dix enquêtés, soit 57%, pensent que le recours à la violence est justifié quand les jeunes sont victimes d'actes de violence. Et 51% font recours à la violence lorsque les autorités ignorent leurs revendications.

Dans ce lot d'enquêtés, il y a des jeunes qui ne font pas recours à la violence lorsqu'ils font face à une injustice. La peur des sanctions de la part de l'autorité publique, la présence des éléments des forces de l'ordre, les conseils des proches ou d'une personne âgée, les croyances religieuses, les valeurs morales (éducation familiale), la confiance aux autorités judiciaires, sont autant de facteurs qui dissuadent certains jeunes de recourir à la violence.

Figure 4: Les manifestations de violence les plus fréquentes selon les jeunes



La question posée aux répondants: Parmi les manifestations de la violence suivantes, quel est la plus fréquente dans notre pays ?

La mauvaise gouvernance, cause d'exclusion des jeunes

En ce qui concerne la jeunesse et l'exclusion sociale, les enquêtés sont unanimes. Les jeunes font partie des couches sociales victimes d'exclusion. Ces formes d'exclusion sont le chômage ou le manque d'emploi pour 69% des enquêtés, la pauvreté (67%), le faible accès à une éducation de qualité (31%), le faible accès à des soins de qualité (31%), l'enclavement géographique (22%), la non-implication dans les processus de prise de décisions les concernant. Les jeunes trouvent que les causes de leur exclusion résident fondamentalement dans la mauvaise gouvernance des autorités.

Ils estiment que l'Etat n'a pas de vision à long terme dans les différentes politiques et dénoncent l'incohérence même de cette vision politique ainsi que le manque de volonté politique. Aussi, les jeunes enquêtés font cas de l'égoïsme des dirigeants, du favoritisme et de l'irresponsabilité de la jeunesse elle-même. Selon cette étude, les différents groupes victimes d'exclusion sociale sont entre autres les chômeurs (57%), les enfants de la rue (34%), les orphelins (32%). Pour surmonter cette exclusion sociale, 69% des jeunes font recours à la famille, pendant que 57% développent des initiatives propres comme le petit commerce, ainsi que l'appui sur des associations ou groupes d'intérêts (46%) ou sur les communautés religieuses (44%).

❑ Quelles sont les groupes victimes d'exclusion sociale ?

Figure 13: Les principaux groupes victimes d'exclusion sociale



Cette étude, faut-il le rappeler, entre dans le cadre du projet « Jeunesse africaine et dynamiques de résilience à la violence, à l'exclusion et l'injustice ». Ce projet est financé le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) du Canada et mis œuvre par l'IGD, l'Université catholique de Bukavu (UCB) et le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Marcus
(kmagju@gmail.com)
Joceline
Lefaso.net

Congo

Kouaman
(stagiaire)